



NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr. ...
GENERALE

E/CN.4/1170/Add.2
29 janvier 1975

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session
3 février - 7 mars 1975

DECISIONS DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL CONCERNANT
L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

Note du Secrétaire général

1. A sa 1937ème séance, le 15 janvier 1975, le Conseil a pris les décisions suivantes touchant les points de l'ordre du jour provisoire de la Commission mentionnés ci-après :

Point 5

Renvoyer la résolution 3267 (XXIX) de l'Assemblée générale à la Commission en lui demandant de soumettre au Conseil à sa cinquante-huitième session un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance.

Point 10

Renvoyer la résolution 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale sur les droits de l'homme et le progrès de la science et de la technique à la Commission en la priant de présenter au Conseil à sa soixantième session le programme de travail demandé par l'Assemblée dans le paragraphe 5 de cette résolution.

2. A la même séance, le Conseil a décidé d'autoriser la Commission à faire établir, le cas échéant, des comptes rendus analytiques de certains débats, en lui demandant de limiter, lorsqu'elle adoptera son ordre du jour, l'établissement de ces comptes rendus aux points pour lesquels ils sont jugés essentiels.

3. Il convient d'attirer également l'attention de la Commission sur les décisions suivantes que le Conseil a prises à la même séance :

- a) de recommander à tous les organes subsidiaires du Conseil la pratique consistant à tenir aussi souvent que possible pendant leur session des discussions officielles sur les points inscrits à leur ordre du jour;

- b) d'appliquer aux rapports présentés aux organes subsidiaires la décision prise par le Conseil dans sa résolution 1894 (LVII) du 1er août 1974 de n'examiner aucun rapport de plus de trente-deux pages 1/ 2/;
- c) de prier tous les organes subsidiaires de faire preuve de la plus grande modération en demandant au Secrétaire général de nouveaux rapports et études;
- d) de demander au Secrétaire général d'étudier la possibilité de prévoir davantage de réunions des commissions techniques pendant le deuxième semestre de l'année à Genève et, le moment venu, à Vienne, lorsque les services seront disponibles, conformément à la résolution 3350 (XXIX) de l'Assemblée générale du 18 décembre 1974 et de formuler des recommandations appropriées au Conseil, à sa cinquante-neuvième session, à propos du calendrier des réunions.

1/ Au paragraphe 4 de la résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social, il est dit que le Conseil "décide de n'examiner aucun rapport de plus de trente-deux pages, à l'exception de l'Etude sur l'économie mondiale et du Rapport sur la situation sociale dans le monde, à moins que le Conseil n'autorise une dérogation à l'application des instructions visées au paragraphe 1 ci-dessus".

Au paragraphe 1 de sa résolution 1894 (LVII), le Conseil prie de nouveau "le Secrétaire général de veiller à ce que les instructions énoncées au paragraphe 8 de la résolution 1623 (LI) du Conseil soient appliquées pour les rapports qui sont soumis au Conseil ainsi qu'à ses commissions techniques et organes subsidiaires, et particulièrement à ce que les rapports soient orientés vers l'action et concis";

Le paragraphe 8 de la résolution 1623 (LI) du Conseil économique et social est ainsi conçu : "Prie le Secrétaire général de prendre d'urgence des mesures pour modifier la nature, la portée et la forme de la documentation soumise au Conseil, afin que les gouvernements puissent examiner les rapports de manière adéquate et aussi que le Conseil soit en mesure de porter son attention sur les questions exigeant un examen à l'échelon intergouvernemental, afin que les rapports soumis au Conseil soient orientés vers l'action et concis (normalement pas plus de trente-deux pages) et présentent des recommandations claires et précises, attirant l'attention sur les questions dont le Conseil sera appelé à s'occuper, sur les diverses possibilités d'action proposées au Conseil et leurs incidences et afin que, dans le cas de réunions d'experts convoquées par le Secrétaire général, seul soit soumis au Conseil un bref rapport du Secrétaire général, dans lequel seront énoncées les recommandations pertinentes concernant les mesures à prendre par le Conseil".

2/ Par une autre décision, prise à la 1937ème séance, le Conseil a décidé de renoncer à la règle des trente-deux pages dans le cas du rapport du Secrétaire général au Conseil demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 3057 (XXVIII) au titre du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, ainsi que dans le cas d'un autre rapport demandé par le Conseil dans ses résolutions 1911 i) (LVII) et 1896 (LVII) et du rapport du Secrétaire général que le Conseil, dans sa résolution 1761 A (LIV), a demandé de soumettre au Comité des ressources naturelles.